

### *Les crédits*

Ce que j'en dis, c'est qu'il nous faudra peut-être envisager des moyens extrêmement innovateurs de réduire le coût du système des soins de santé, mais que nous ne devrions pas songer à réduire ce coût aux dépens de la qualité et du niveau des soins offerts aux Canadiens ni du principe absolument essentiel de l'universalité.

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Reprise du débat. La parole est à l'honorable député de Saint-Maurice.

**M. Denis Pronovost (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, les Canadiens et Canadiennes qui sont présentement à l'écoute de ce débat sur notre système de soins de santé au Canada doivent se poser de sérieuses questions. Depuis ce matin, nous avons entendu les députés de l'opposition nous dresser un tableau exagérément noir, exagérément pessimiste de la situation des soins de santé au Canada. Pourtant, lorsqu'on sort de cette espèce de planète extérieure à la planète terre et lorsqu'on s'en va, qu'on sort du Parlement et qu'on regarde sur le terrain, comme on dit au Québec, sur le plancher des vaches, on se rend compte d'une très grande différence.

Les citoyens canadiens qui paient leurs impôts à chaque année savent comment le système de soins de santé au Canada nous coûte cher. Et je pense que c'est normal que nous ayons cette préoccupation d'accorder aux Canadiens et aux Canadiennes les meilleurs services de santé au monde. Cependant, il faut bien se rappeler que tout cela coûte de l'argent. Toutes les bonnes intentions que nous manifestent les députés libéraux et néo-démocrates—parce que les députés du Bloc québécois, monsieur le Président, ne se sont pas intéressés pour à peu près le quart d'un centième de 1 p. 100 du temps dans ce débat très important sur l'universalité des soins de santé au Canada—alors je reviens aux députés libéraux et néo-démocrates, tout ce qu'ils nous ont dit jusqu'à ce jour, s'il fallait additionner l'ensemble de leurs bonnes intentions, il faudrait probablement doubler, tripler et même quadrupler les impôts au Canada pour arriver à financer l'ensemble de leurs projets qu'ils nous manifestent.

Monsieur le Président, les citoyens canadiens doivent savoir que leur système de soins de santé en 1991 va leur coûter la rondelette somme, pas de 60 millions de dollars, mais de 60 milliards de dollars. Il s'agit d'une somme financière extrêmement importante. Cet argent, bien entendu, représente la plus grande somme d'argent qui n'ait jamais été dépensée dans l'histoire du Canada en termes de soins de santé. Pourtant, si on écoute les députés libéraux et néo-démocrates, monsieur le Président, on a l'impression que les hôpitaux au Canada sont presque tous fermés, qu'il n'y a plus de maisons d'hébergement pour les personnes retraitées, qu'il n'y a plus de

services communautaires de santé dans les différentes provinces du Canada.

La réalité est tout autre. Le système de soins de santé au Canada s'est grandement amélioré au cours des dernières années. Les gouvernements provinciaux ainsi que le gouvernement fédéral ont investi des milliards et des milliards de dollars pour en arriver à cette somme de 60 milliards de dollars que nous allons dépenser cette année. Ceci représente, monsieur le Président, une somme de 2 500 \$ par Canadien, 2 500 \$ par Canadien cette année que coûte le système de soins de santé à chacun des contribuables qui doivent payer leurs impôts, et Dieu sait qu'ils en paient dans notre pays des impôts.

Je pense cependant que les citoyens canadiens sont en droit de s'attendre à une chose. Et la grande différence de philosophie qui nous sépare, les députés de l'opposition et ceux de ce côté-ci de la Chambre, c'est que nous avons appris à être réalistes.

Nous avons appris de ce côté-ci de la Chambre à se dire maintenant: Étant donné l'état des finances publiques; étant donné l'état de notre dette nationale dont l'essentiel de cette dette a été créé dans les années 1960 et 1970 par les gouvernements libéraux qui se sont succédé; étant donné cette situation extrêmement difficile dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui, nous ne sommes plus à l'époque d'augmenter tous les budgets des gouvernements que ce soit des municipalités, des provinces, ou encore du gouvernement fédéral. Nous sommes rendus à un point très critique qui est, à mon avis, celui-ci: c'est l'art d'apprendre à gérer l'argent que nous avons et de faire en sorte qu'avec ces 60 milliards de dollars que coûtent les soins de santé au Canada en 1991, comment pourrions-nous utiliser, de manière plus efficace, de manière plus efficiente, ces 60 milliards de dollars, au lieu de dire: on va encore mettre d'autre argent par-dessus le tas, et on va encore ajouter de l'argent. Je pense, monsieur le Président, que le point central de la situation au Canada, c'est de savoir comment utiliser l'argent dont nous disposons au moment présent afin d'assurer aux Canadiens et aux Canadiennes l'un des meilleurs systèmes de santé au monde.

Je vous mentionne cela, monsieur le Président, parce qu'il s'agit d'une question très importante. Mais les citoyens canadiens doivent également savoir, et cela les libéraux en particulier ont tendance à l'oublier: que le gouvernement fédéral, ce n'est pas à lui la responsabilité de gérer chacun des hôpitaux, chacun des centres de santé qu'on a à travers le pays. C'est une responsabilité qui revient à chacun des gouvernements des provinces. À ce moment-là, lorsque j'entendais la députée de la Nouvelle-Écosse tantôt blâmer le gouvernement fédéral pour les longues files d'attente qu'on peut voir dans certains hôpitaux de sa province, comme dans d'autres